Concours d'accès aux Instituts Régionaux d'Administration
Nom de l'IRA : Lille
Nature du concours (interne, externe, 3e voie) : INTERNE
Epreuve : Composition

CONSIGNES
- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identifi cation en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numérot er chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuil les dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun bristol.

Affaire suivie par le chargé de mission

Objet : Note présentant les enjeux de la réforme territoriale de l'État et les actionnements en place par le secrétariat Général Commun des services départementaux en matière de ressources humaines, d'immobilier et budgétaire.

Dans le cadre de la création du secrétariat Général Commun à la Préfecture de x et aux directions départementales, interministérielles, la présente note fait état des axes du travail déjà réalisés. Elle s'articule autour de deux points : les enjeux de la réforme territoriale de l'État et les éléments concrets de la mise en place du secrétariat Général Commun des services départementaux en matière de ressources humaines, d'immobilier et budgétaire. Cette note s'accompagne de deux annexes : une annexe technique présentant un bilan à mi-parcours et une annexe détaillant une proposition de plan d'accompagnement en matière de ressources humaines.

3) Enjeux de la réforme territoriale de l'État amorcée depuis trente-cinq ans par la décentralisation qui s'appuie sur les collectivités territoriales, la réforme territoriale de l'État se poursuit avec la relance de la déconcentration.
et la réorganisation des administrations centrales.
La décentralisation consiste, comme le précise le décret n° 2015-510 du 4 mai 2015 portant du rôle de la décentralisation, à confier aux échelles territoriales des administrations civiles de l’État le pouvoir, les moyens et la capacité d’initiative pour animer, coordonner et mettre en œuvre la politique publique définie au niveau national et européen, dans un objectif d’efficacité, de modernisation, de simplification, d’équité des territoires et de proximité avec les usagers et les citoyens locaux.
La circulaire du 12 juin 2019 précise les objectifs de la réforme de l’organisation territoriale de l’État qui se déclinent sur quatre axes :
- Déconcentrer la compétence de l’État avec la collectivité, les opérateurs ou les acteurs hors de la sphère publique ;
- Réorganiser le réseau de concertation de l’État pour mieux répondre aux priorités du Gouvernement ;
- Gagner en efficacité en rationalisant les moyens et en favorisant les coopérations interdépartementales ;
- Conférer aux responsables déconcentrés, et notamment aux responsables départementaux, des pouvoirs de gestion accrus et garantir la cohérence de l’action de l’État au profit des territoires.

Il est de la mise en place du secrétariat Général Commun des services, départementaux, en matière de ressources humaines, d’immobilier et budgétaire.

La création du secrétariat Général Commun et la répartition de ses délégations de compétences aux directions départementales et aux direction départementale interministérielles s’inscrit dans la démarche de mutualisation de moyens en matière de fonctions support. Le secrétariat Général Commun départemental et un secrétariat de service déconcentré de l’État à vocation interministériel relient le ministre de l’Intérieur. Il assure la gestion de fonctions et de moyens mutualisés en matière de
ressources humaines, d'immobilier et budgétaire

a) Ressources humaines

En matière de ressources humaines, les missions relevant du management de proximité resteront exercées par les directeurs départementaux et ne seront pas intégrées au Secrétariat Général Commun (SGC). Le Secrétariat Général Commun (SGC) fournira aux directeurs départementaux l'appui nécessaire au pilotage et au management de leurs structures pour assurer leurs missions de management de proximité. La fonction budgétaire et comptable concourra au fonctionnement des services dont le crédit sera imputé sur le futur programme budgétaire 334, soit exécuté par le SGC. Le Comité Technique, dont le siège du SGC sera éloigné, a déjà été créé. La préfecture, le Comité technique, et le SGC seront éloignés de l'État.

b) Mutualisation en matière immobilière

La politique immobilière de l'État doit avoir pour objectif, en optimisant l'occupation du patrimoine par les administrations, de simplifier l'accès des usagers aux services et de fournir aux agents le cadre le plus efficace à l'exercice de leurs activités.

c) Mutualisation en matière budgétaire

La création du programme budgétaire 334, reprenant la moitié de fonctionnement des DGI de services régionaux de la sphère de la RÉAIE et des SCAIR (programme 333), et la moitié du programme 334 de fonctionnement des préfectures à partir de générer des économies, ainsi que de gains de performance dans le service rendu. Cette fusion a également permis de renforcer la capacité d'action de l'administration de l'État au niveau départemental. Cette rationalisation des la gestion des moyens de fonctionnement répond aux objectifs d'efficacité énoncés dans le DERR du Travailler portant charte de la déconcentration qui pose le principe de la mutualisation des moyens des services déconcentrés.
Annexe 1
Bilan à mi-parcours.
- Le regroupement des programmes 333 "moyens mutualisés de l'administration déconcentrée" et 304 "administration territoriale de l'État" en un programme unique, le programme 354 est effectif au 1er janvier 2020.
- Les objectifs sont de rationaliser les dépenses publiques et de renforcer l'État au niveau départemental afin de rapprocher le citoyen de l'action publique.
- La création des SGC chargés de fonction support est repoussée au 1er janvier 2021.
- Les projets de regroupement immobiliers envisagés pour la mise en œuvre de la réforme ont été envoyés le 15 décembre 2019 au Premier Ministre.
- La nomination, le préfectorat a organisé une réunion du premier comité de pilotage départemental. Cette réunion, présidée par le Préfet de département, a permis de construire une vision partagée de la mise en œuvre du Secrétariat Général Commun.
- Une en place d'une communication régulière et adaptée dans le respect du dialogue social : réunion d'information et de destination des agents des services mutualisés, en présence de leurs directeurs respectifs.
- Élaboration d'un plan d'action en ressources humaines et d'une cartographie des emplois concernés. Ce plan permettra d'identifier les impacts de la mutualisation en termes d'effectifs, d'emplois, de compétences, d'organisation et de conditions de travail.
Annexe 2

Plan d'accompagnement en matière de ressources humaines.
La mise en œuvre de la réforme territoriale de l'État implique une mutualisation en matière de ressources humaines. Il s'agit dans un premier temps d'évaluer l'ensemble des changements à mener dans un calendrier restreint. Les impacts sont à prévoir sur le volet ressources humaines: il conviendra de s'interroger sur l'impact de la réorganisation pour les agents (mobilité géographique et/ou fonctionnelle, changement de l'environnement de travail).

Ce volet accompagnement en matière de ressources humaines doit couvrir l'ensemble des situations induites par la mutualisation:
- Accompagnement de la mobilité fonctionnelle ou géographique
- Accompagnement de l'encadrement de proximité
- Accompagnement collectif
- Prévention de risques psychosociaux

Elaboration d'un plan spécial de formation en identifiant les futurs besoins en formation afin de permettre aux agents de se projeter au mieux dans leurs nouvelles affectations. Ce plan de formation sera diffusé dans le service de consultation auprès du comité technique.

Travailler en node projet en constituant des groupes de travail autour de thématique RCE afin de favoriser le dialogue social dans le contexte de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, le télétravail ou travail à distance, avocation à se généraliser. Il serait intéressant de constituer un groupe de travail autour de cette
thématisé pour en mesurer l'impact et l'intérêt dans le cadre d'une mutualisation accro de services accompagnée d'une mobilité géographique.
L'objectif de ce plan d'accompagnement en matière de ressources humaines est principalement de rassurer les agents en apportant à leurs interrogations de réponse claire et transparente. Des conseils sur mobilité carrière de proximité peuvent être envisagés pour aider les agents à faire le point sur leur situation professionnelle et éventuellement les accompagner dans un projet de mobilité ou de reconversion professionnelle.